

Les échanges marchands dans les sociétés pastorales de l'ensemble méridional de Madagascar

Emmanuel FAUROUX*

INTRODUCTION

Des groupes d'éleveurs de bœufs partis de l'extrême sud-est de Madagascar, sans doute vers la fin du XVI^e siècle, ont peu à peu pris possession du sud, du sud-ouest et de l'ouest de la Grande Ile, que l'on désigne communément sous le nom d'ensemble méridional de Madagascar. Cette macro-région dispose d'un climat semi-aride dont l'humidité augmente vers le nord. Les savanes alternent avec des forêts, coupées, de loin en loin, par de larges vallées. Les fleuves ne sont pas pérennes, à deux exceptions près, mais d'abondantes nappes phréatiques permettent une agriculture de qualité. En se partageant cet espace au cours du temps, les groupes se sont différenciés. D'abord parce que les lieux où ils choisirent de se fixer présentaient des conditions écologiques très contrastées. Ensuite, parce que les diverses unités locales ainsi constituées furent confrontées à des situations historiques différentes. La colonisation a accentué ces différences en suscitant d'importants aménagements dans les zones les plus favorables à une agriculture marchande.

Ainsi, les groupes « autochtones » (Tandroy, Mahafale¹, Bara, Masi-koro et Sakalava, du sud au nord), malgré d'évidentes spécificités, présentent de fortes similitudes. Ils appartiennent manifestement à un même modèle culturel, marqué par une véritable passion pour le bœuf qui perdure en dépit des difficultés qu'affronte aujourd'hui

* *Économiste et anthropologue, antenne CNRE (Centre National de Recherches sur l'Environnement), centre Orstom, BP 404, Tuléar (Madagascar).*

¹ Comme l'usage s'en est établi récemment, nous utilisons les termes vernaculaires par lesquels les divers groupes malgaches s'auto-désignent : Tandroy plutôt qu'Antandroy, Mahafale plutôt que Mahafaly.

l'élevage extensif. Les systèmes de production, malgré de notables différences, fonctionnent sur le même modèle et, surtout, ils ont connu le même type d'évolution : les éleveurs extensifs peu fixés au sol sont devenus agropasteurs et se sédentarisent. Ces systèmes affrontent tous, actuellement, les mêmes nœuds de difficultés où se combinent crise politique, sécheresse et augmentation des densités humaines.

Les groupes de l'ensemble méridional, pris dans leur monomanie pastorale, assez mobiles, en contacts constants avec des groupes qui pratiquent d'autres activités, ne pouvaient manquer de se livrer, très tôt, à l'échange. Nous tenterons de montrer, dans une première partie, que la sphère marchande a cependant toujours conservé une importance secondaire, à la périphérie du système, sans intervenir de façon significative dans les mécanismes d'accumulation.

La colonisation a cherché à imposer les rapports marchands, mais l'articulation avec les systèmes autochtones ne s'est jamais effectuée correctement ; le marché existe, mais son fonctionnement est très éloigné de ce qu'on attend généralement d'un marché. Les rapports marchands ainsi réinterprétés fonctionnent en ponctionnant plus ou moins sévèrement les systèmes en place (2^e partie).

Depuis une vingtaine d'années, ces derniers affrontent de graves difficultés qui mettent en cause leur existence même. Les stratégies de survie utilisent tantôt le retour à l'isolement et à l'autosubsistance, aussi loin que possible des rapports marchands, tantôt le recours au marché. Celui-ci s'opère alors dans des conditions désastreuses qui aggravent les dysfonctionnements du système et incitent encore plus les paysans à rester à l'écart (3^e partie).

LES RAPPORTS MARCHANDS DANS LES SYSTÈMES DE PRODUCTION PRÉCOLONIAUX DE L'ENSEMBLE MÉRIDIONAL

Dans le système pastoral extensif propre à la région méridionale de Madagascar, l'accumulation en bœufs constituait le but ultime de l'activité économique. Elle mettait en jeu de complexes stratégies qui combinaient l'alliance et les activités de prédation (guerre organisée ou pillage informel). Les modalités d'accumulation fondées sur une habile gestion du troupeau n'intervenaient que subsidiairement dans la formation des richesses.

Posséder des bœufs en abondance permettait d'acquérir le pouvoir et de reproduire sa richesse.

La destruction ostentatoire des plus belles bêtes du troupeau lors des grandes cérémonies lignagères ravivait le prestige local du groupe et

attirait sur lui la bénédiction des ancêtres, condition nécessaire pour accéder à la prospérité. Mais, surtout, une gestion généreuse du troupeau permettait aux plus riches de construire autour d'eux des réseaux de clientèle, véritable assise de leur pouvoir local et de leur richesse. Les « riches » donnaient ou prêtaient des bœufs aux « pauvres » qui avaient à faire piétiner leurs rizières ou à organiser des cérémonies lignagères. En échange, les bénéficiaires de ces largesses constituaient une réserve de main-d'œuvre toujours disponible pour divers types de prestations.

Par ailleurs, souverains, nobles et détenteurs du pouvoir politique utilisaient une partie de leurs bœufs pour alimenter le commerce de traite qui consistait, pour l'essentiel, à échanger bœufs et esclaves contre armes, munitions et produits manufacturés divers. Contrôler la traite, c'était d'abord s'assurer le monopole des armes et maîtriser ainsi l'une des conditions essentielles de la reproduction du pouvoir politique. Mais les monopoles commerciaux des souverains et des nobles se sont effrités progressivement, de sorte que de simples notables lignagers qui vivaient sur le littoral ont pu, au cours du XIX^e siècle, accéder directement aux avantages de la traite.

Aux temps précoloniaux, dans le fonctionnement des sociétés pastorales de la région méridionale et dans les mécanismes qui régissaient l'accumulation, l'échange marchand ne jouait qu'un rôle mineur.

Pour l'essentiel, la force de travail était mobilisée dans le cadre des structures lignagères ou claniques (entraide liée à la parenté ou à l'alliance), des rapports de clientèle (alliances personnalisées de type patron/client) et des rapports de dépendance (main-d'œuvre servile ou quasi-servile).

Il existait cependant des journaliers itinérants, venus parfois de très loin, qui se déplaçaient en petits groupes armés pour proposer leurs services aux autochtones. On leur confiait les plus lourds travaux (défrichements, canaux d'irrigation) ou on les recrutait comme mercenaires pour voler des bœufs ou poursuivre des voleurs. En échange, on subvenait à leurs besoins et on leur donnait un certain nombre de bœufs qu'ils ramenaient ensuite dans leur pays d'origine.

On consommait à peu près exclusivement les biens produits dans le cadre lignager. Cependant, les apports extérieurs, quoique minimes, n'étaient pas négligeables. Dans la région, ils prirent la forme :

— d'accords entre éleveurs autochtones et riziculteurs immigrés ; les premiers laissaient les seconds s'installer sur leur territoire pour y effectuer leurs cultures ; on ouvrait ainsi des cycles d'échange parfois très simples (bœufs contre produits agricoles), parfois plus complexes (systèmes proches du métayage) ;

— d'accords de troc, informels mais durables, entre groupes voisins qui se livraient à des activités différentes : pêcheurs de mer qui troquaient leurs poissons contre du riz, des produits agricoles et des bœufs ; éleveurs qui s'approvisionnaient en miel ou en produits de la forêt ; forgerons qui échangeaient bêches et sagaies contre des bœufs.

Les bœufs faisaient rarement l'objet de transactions marchandes. Le principal mode d'acquisition résultait de guerres frontales entre groupes antagoniques ou, plus souvent, de raids de pillards, parfois bien organisés (bandes obéissant à des chefs politiques ou à des notables lignagers), parfois livrés à des initiatives incontrôlées. Par le jeu des alliances, pillages, vols et agressions s'opéraient dans des directions relativement constantes : A s'attaquait à B qui se vengeait plutôt sur le plan faible parmi les alliés de A... La circulation issue de ces réseaux d'alliances et d'inimitiés favorisait, en dernière instance, le groupe le mieux armé pour la guerre.

Les bœufs alimentaient des circuits d'échange très spécifiés :

— des flux liés à l'activité cérémonielle (les invités aux grandes cérémonies lignagères devaient apporter un ou plusieurs bœufs comme contribution à la fête, et chacun se trouvait successivement dans la position d'invitant et d'invité) ;

— des flux qui visaient à actualiser les alliances (dans de multiples circonstances, on devait offrir des bœufs à ses parents, à ses alliés ou à ses voisins, soit pour les sacrifier et s'en nourrir dans un rituel d'union, soit pour les intégrer dans le troupeau du parent, de l'allié ou du voisin).

Il n'existait pas de véritable lieu d'échange, de marché, sauf dans la dizaine de lieux de débarquement où les navires des traitants avaient coutume d'aborder et où existaient des infrastructures rudimentaires qui permettaient de stocker les produits échangés. Cette structure de marché embryonnaire, placée sous la protection plus ou moins effective du pouvoir politique local, ne concernait cependant que le commerce extérieur.

Dans les sociétés pastorales de l'ensemble méridional, les rapports marchands n'étaient donc pas inexistantes, mais leur place ne correspondait qu'à des formes secondaires d'articulation avec l'extérieur. Ils ne jouaient aucun rôle décisif dans les mécanismes d'accumulation, si l'on excepte le cas très particulier des quelques notables locaux dont le pouvoir s'appuyait sur le contrôle de la traite.

LE SYSTÈME COLONIAL : UNE TENTATIVE INFRACTUEUSE POUR GÉNÉRALISER LES RAPPORTS MARCHANDS

La mise en place du système colonial a eu des effets directs sur le fonctionnement des sociétés pastorales de la région.

L'ordre colonial, en ramenant la sécurité, a mis en difficulté, sans le faire disparaître entièrement, le mode d'accumulation qui reposait sur les vols de bœufs.

Une agriculture commerciale s'est développée par « booms » successifs d'abord dans des concessions coloniales, puis, très vite, dans des terroirs lignagers et villageois. Elle s'est appuyée d'abord sur l'immigration de populations d'agriculteurs, mais elle a aussi fini par impliquer les éleveurs autochtones qui se sont progressivement mués en agro-pasteurs.

La monétarisation des circuits d'échange s'est appuyée en premier lieu sur la fiscalité (capitation et impôt sur les bœufs) qui devait contraindre la population à produire un surplus qui échappait à la consommation locale. La création de marchés où les produits s'échangeaient contre de la monnaie devait constituer le second agent décisif pour conduire à la généralisation des rapports marchands.

En fait, les rapports marchands ne se sont jamais généralisés dans la région. Les conditions de ce « ratage » semblent pouvoir se ramener à trois éléments essentiels :

- les marchés n'ont jamais fonctionné correctement ; en particulier, la logique marchande n'y a jamais véritablement pénétré ;
- l'articulation avec l'extérieur par le biais du marché a toujours abouti à ponctionner drastiquement les systèmes autochtones ;
- les rouages les plus importants de l'accumulation n'ont jamais intégré les rapports marchands dans leur fonctionnement.

Les marchés n'ont jamais fonctionné correctement

Les éleveurs de la région n'ont jamais été, et ne sont toujours pas, des exploitants qui cherchaient à maximiser leurs profits monétaires par la vente opportune de leur bétail sur le *marché des bovidés*. Leurs motivations ont toujours été principalement cérémonielles. L'impact de la colonisation a été très faible sur ce point, même si un certain nivellement des richesses a conduit à la disparition des holocaustes auxquels on assistait jadis lors des funérailles des plus grands notables.

Pour faire face aux inévitables besoins d'argent, il leur arrive, certes, de porter quelques têtes sur le marché. Mais ils ont recours pour

cela à leur troupeau « compte courant » où figurent les bêtes les moins belles selon les critères esthétiques traditionnels (couleur de robe, forme des cornes, ampleur de la bosse). Ils ne touchent qu'en cas d'extrême nécessité à leur « compte bloqué », à leurs plus belles bêtes, destinées à être solennellement sacrifiées lors des grandes cérémonies. La beauté de ces bêtes sera l'un des critères déterminant le classement de l'éleveur dans la compétition locale pour le prestige, le pouvoir et la richesse. L'éleveur dispose d'ailleurs de moyens pour retarder la vente de ses bœufs : petit élevage (cochons ou petits ruminants) pour les petits besoins de liquidités, recours épisodique au salariat et aux migrations temporaires... Dans le cas général, ce n'est pas le niveau des prix qui détermine l'offre de bovins sur le marché, mais l'intensité des difficultés subies par les éleveurs (soudure, sécheresse, mauvaise récolte, besoin d'argent, etc.). Comme les éleveurs d'une région sont confrontés simultanément aux mêmes difficultés, ils apportent en même temps leurs bêtes sur le marché et font chuter sévèrement les cours.

Lorsque tout va bien (pluies suffisantes, bonne récolte, etc.), l'offre de bœufs sur le marché est chroniquement insuffisante et ne permet pas de satisfaire la consommation urbaine. Un marché parallèle alimenté par les vols s'est mis en place ; en fonction des fluctuations prévisibles de l'approvisionnement du marché, certains grands maquignons passent de véritables commandes détaillées à des équipes de voleurs. Ainsi, à certaines époques, la hausse des cours n'aboutit pas à une augmentation de l'offre sur les marchés locaux, mais à une aggravation de l'insécurité et du nombre des vols.

Le marché des produits agricoles n'a pas fonctionné de manière beaucoup plus satisfaisante. Les cours des produits agricoles sont généralement très bas et donc peu incitatifs. Lors des divers « booms », cependant, les cours de certains produits ont pu flamber pendant quelques mois ou quelques années (pois du Cap vers 1920, maïs dans les années trente, riz depuis la fin des années quatre-vingt). Mais la structure de commercialisation est telle qu'elle ne permet pas au paysan de recueillir autre chose que des bribes de revenus supplémentaires ainsi distribués. Cette structure, directement héritée de la fin du XIX^e siècle, repose sur des intermédiaires *karana* (indo-pakistanaï) très profondément enracinés « en brousse » et liés avec les petits producteurs par des rapports personnalisés complexes où se mêlent avances en nature, prêts usuraires et toutes les prestations et les contre-prestations qui caractérisent les diverses formes traditionnelles de l'alliance. Les intermédiaires *karana* font ainsi écran entre le petit producteur et le marché. Dans ce système, les hausses de cours incitent à augmenter la production non pas parce que les petits producteurs en attendent plus de revenus, mais parce que les intermédiaires *karana* peuvent imposer leurs objectifs à leurs

« clients ». En tout état de cause, la hausse ne contribuera pas à une augmentation significative des revenus paysans. Il est, en particulier, difficile ou impossible, pour un éleveur, de constituer un troupeau de taille significative grâce à la vente de ses surplus agricoles.

Aucun véritable *marché du travail* n'a pu se constituer dans la région méridionale à l'époque coloniale. Les employeurs, ruraux ou citadins, « modernes » ou lignagers, ont, dans la majorité des cas, choisi de maintenir avec leurs employés un ensemble de liens personnalisés, ce qui offrait l'avantage de les fidéliser et de minimiser les sorties de monnaie. Ce dernier point a sans doute joué un rôle essentiel dans un contexte de pénurie chronique de monnaie.

Le métayage, avec ses multiples variantes locales, s'est généralisé dans la région entre les deux guerres. Le métayer bénéficiait de divers avantages (avances en nature, droit de cultiver gratuitement une parcelle sur la concession de son employeur, impôts directement payés par ce dernier, etc.), mais il ne recevait pratiquement aucune rémunération en monnaie et le patron se chargeait, en général, de toutes les opérations de commercialisation de telle façon que la production portée sur le marché était sensiblement équivalente aux avances.

Les rapports de clientèle de type lignager ne se sont nullement affaiblis à l'époque coloniale. Ils conduisaient la plupart du temps le « protégé » à travailler sans véritable rémunération directe et — en tout cas — sans salaire pour le compte de son « patron ».

Enfin, et surtout, les formes traditionnelles de mobilisation de la force de travail, sur la base de la réciprocité lignagère, ont conservé toute leur actualité : l'employeur d'aujourd'hui est l'employé de demain et on ne fait pas de véritable référence à un taux de salaire fixé par le marché.

Par ailleurs, les éleveurs autochtones éprouvent toujours autant de réticences à vendre leur force de travail. En refusant les offres d'emploi malgré des salaires relativement élevés, en préférant s'éloigner des nouvelles concessions et des activités modernes vers des pâturages encore disponibles loin dans le Nord, ils ont contraint les employeurs à faire appel à des immigrants venus du Sud et du Sud-Est.

En tout état de cause, le niveau des salaires n'était, dans l'ensemble, guère motivant. Il pouvait intéresser un paysan confronté à des problèmes de survie immédiate, mais certainement pas un éleveur, même modeste ; le niveau des salaires ne pouvait en aucun cas suffire à entamer un processus significatif d'accumulation en bœufs.

Le *marché foncier* n'a jamais réussi à se constituer réellement dans le monde rural de l'ensemble méridional. La propriété lignagère de

droit traditionnel ne donnait que des droits d'usage, en principe inaliénables sans l'accord de toute la communauté. En fait, les mutations de propriété se sont presque toujours opérées hors marché, dans des conditions manifestement dolosives pour les propriétaires traditionnels. Dans le scénario le plus fréquent, un paysan endetté « vendait » une parcelle qui, au regard du droit traditionnel, ne lui appartenait pas, mais qu'il avait réussi à faire immatriculer à son nom en suivant les conseils de son créancier soutenu par le droit européen. L'acquéreur pouvait être soit un colon, soit un notable malgache proche du pouvoir colonial.

Les marchés comme instruments de ponction des systèmes autochtones

Au cours de l'époque coloniale, les mécanismes du marché se sont presque toujours présentés aux paysans de l'ensemble méridional comme des moyens qui permettaient à des agents extérieurs de les piller impunément.

Les éleveurs sont manifestement lésés par les conditions dans lesquelles ils sont contraints de vendre leurs bœufs en période difficile, lorsque les cours sont au plus bas. Ils le sont encore plus sur le marché parallèle où sont commercialisés les bœufs volés qui leur sont arrachés sans contrepartie.

Les paysans n'ignorent pas que les structures *karana* de commercialisation constituent un mode brutal d'exploitation économique. Mais, aucune solution de rechange n'a pu fonctionner durablement, même dans la phase ambitieuse de la révolution socialiste malgache. En particulier, les sociétés d'État chargées de court-circuiter le réseau traditionnel de distribution se sont heurtées à d'énormes problèmes de trésorerie qui ne leur ont pas permis de payer comptant leurs achats aux paysans. Elles se sont ainsi rapidement discréditées.

La situation est encore plus claire sur le marché de la force de travail : les conditions d'exploitation ont toujours été évidentes et les « victimes » n'acceptent généralement de s'y plier que pour faire face à des situations aiguës (assurer la survie immédiate) ou transitoires (survivre en attendant de trouver un moyen d'accumuler des bœufs).

De même, le marché foncier a été l'occasion de spolier les villageois dans les conditions les plus diverses.

La conscience de cette situation existe dans toute la région méridionale. On ne recourt au marché que sous la contrainte. Cette contrainte a pu prendre des formes très diverses. La fiscalité en fut longtemps l'instrument essentiel. Les cercles vicieux de l'endettement et de la misère ont pris le relais.

Les mécanismes de l'accumulation fonctionnent toujours hors de la logique marchande

À l'époque coloniale, la seule accumulation qui compte, pour les agro-éleveurs de la région, concerne toujours les bœufs. En fait, le recours « normal » au marché² ne permet pas à un éleveur pauvre de constituer un troupeau important. Bien au contraire, l'éleveur sort le plus souvent appauvri et diminué de ses contacts épisodiques et douloureux avec le marché. Celui-ci permet seulement aux migrants les plus besogneux d'acquérir le minimum de têtes qui leur permettront de sauver la face lors des cérémonies lignagères, au pays.

L'ordre colonial a entrepris, sans succès décisif, de mettre un terme aux vols de bœufs. Les vols n'ont jamais disparu, mais ils sont tombés à leur niveau historiquement le plus bas. Pour accumuler des bœufs en quantité significative, il restait nécessaire de recourir aux anciennes méthodes ; on se mettait donc à l'abri des contrôles dans de très lointains pâturages en tentant, aussi discrètement que possible, de poursuivre les activités clandestines (vol direct, recel, etc.). On peut sans doute affirmer que très peu de propriétaires de grands troupeaux, à la fin de l'époque coloniale, étaient exempts de collusion ou de complicité directe, au moins épisodiques, avec les grandes bandes de voleurs, notamment parce que, pour conserver un troupeau important, il fallait, d'abord, — et il faut toujours — ne pas être volé.

LA PLACE DES RAPPORTS MARCHANDS DANS LES DYNAMIQUES DE TRANSFORMATION ACTUELLES

La crise politique de 1972-1975 a marqué la véritable fin de l'époque coloniale. Elle est aussi à l'origine d'une longue période de troubles au cours de laquelle des difficultés de tous ordres sont apparues.

En premier lieu, l'appareil d'État a subi un fort déclin, surtout en milieu rural. Tout se passe comme si l'État « socialiste », en proie à d'énormes problèmes, avait fait l'impasse sur le monde rural pour mieux assurer son contrôle sur les grandes villes. Les infrastructures ont cessé d'être entretenues, les fonctionnaires de brousse ont été sous-payés ou pas payés du tout, l'insécurité et la corruption se sont généralisées... Au début des années quatre-vingt, des bandes armées ont circulé dans les régions éloignées, avec suffisamment de pugnacité pour enlever toute efficacité aux tentatives d'autodéfense paysanne.

² Par exemple par la vente de gros « coupés » ou de produits agricoles en vue de l'achat de plusieurs veaux.

En second lieu, les périodes de sécheresse, qui se reproduisaient, autrefois, avec une régularité quasi-cyclique, tendent à devenir chroniques. Dans l'extrême-sud, plus exposé, de fragiles équilibres anciens se sont définitivement rompus ; Tandroy et Mahafale n'ont survécu que grâce à des migrations temporaires vers les zones voisines, moins défavorisées. Les éleveurs autochtones, Masikoro, Bara et Sakalava, ont ainsi vu apparaître des populations d'essarteurs qui, en s'ajoutant aux anciens flux de riziculteurs, ont brutalement accéléré la destruction du couvert forestier. Les systèmes de production locaux, dont la vulnérabilité est alors apparue au grand jour, s'en sont trouvés gravement déstabilisés et les effectifs bovins ont fortement décliné³. D'importants efforts d'adaptation ont alors été entrepris.

Les éleveurs ont d'abord réagi par des *adaptations techniques* qui portent essentiellement sur le remodelage des circuits de transhumance, sur la transformation de certains de ces circuits en itinéraires de migrations définitives et sur l'adoption de nouvelles formes de gardiennage. Beaucoup d'éleveurs ont dû, par ailleurs, augmenter sensiblement la part de leurs activités consacrée à l'agriculture et notamment à la riziculture irriguée. Mais ils ont aussi élaboré des stratégies d'adaptation fondées sur une réorganisation de leurs rapports avec le monde extérieur et avec le système marchand. Ces stratégies ont souvent revêtu deux aspects qui ne sont contradictoires qu'en apparence :

- ils ont accru leur recours au marché, mais dans des conditions telles que les dysfonctionnements de celui-ci se sont aggravés ;
- les très anciennes et très profondes tendances à l'isolement et à l'autosubsistance, qu'ont toujours manifestées les communautés d'éleveurs, se sont renforcées.

Le retour à l'isolement et à l'autosubsistance

L'isolement des villages d'éleveurs a été d'abord provoqué par les carences de l'État, incapable de prendre en charge l'entretien du réseau routier régional mis à mal, notamment, par une succession de cyclones. Par ailleurs, depuis 1975, on ne perçoit plus ni l'impôt de capitation ni l'impôt sur les bœufs qui, autrefois, justifiaient d'incessantes tournées en brousse des chefs de canton et de leurs collaborateurs. L'appareil d'État s'est rétracté et les fonctionnaires ruraux, dépourvus de tout moyen, ne jouent plus qu'un rôle médiocre ou nul. Ils tentent de survivre grâce à la corruption et en se livrant, eux aussi, à des

³ Selon certaines estimations dignes de foi, les effectifs bovins auraient chuté d'environ 50 % dans l'ensemble méridional de Madagascar au cours des trente dernières années. Depuis quatre ou cinq ans, les effectifs auraient recommencé à augmenter.

activités agro-pastorales. Dans une large mesure, les autochtones se félicitent de cet isolement qui les met à l'abri des contrôles intempé-
rifs, surtout dans les zones où l'agriculture occupe une place modeste. Ainsi, des vallées qui, autrefois, étaient correctement articulées au reste de la région se présentent aujourd'hui comme des archipels autonomes dont chaque île tend à l'autosuffisance.

Le repliement sur elles-mêmes des communautés locales et des petites unités sociopolitiques micro-régionales (d'où n'émerge aucun chef susceptible de leur donner une représentation politique régionale ou nationale) a permis de donner encore plus de consistance au modèle de pouvoir local qui repose sur les rapports de clientèle. Ceux-ci offrent la particularité de ne pas s'opposer frontalement aux rapports marchands, mais ils les biaisent sévèrement en les réinterprétant dans leur propre logique.

Au cours des vingt dernières années, les rapports de clientèle se sont développés sous trois formes principales :

- les réseaux formés autour des grands propriétaires de troupeaux ;
- les réseaux *karana* de commercialisation ;
- le métayage lignager.

Certains grands propriétaires de troupeaux ont traversé sans dommages la crise actuelle. Comme autrefois, ils n'y sont généralement parvenus que pour avoir été les alliés et/ou les commanditaires de bandes de voleurs. Les riches propriétaires qui n'ont pas su établir, au moins, des pactes de non-agression avec les voleurs ont vu leurs troupeaux décimés. Le nouveau statut de ceux qui ont réussi à conserver leurs bœufs est éminemment favorable ; autrefois, tous avaient des bœufs et quelques-uns en avaient beaucoup. Aujourd'hui, beaucoup n'ont plus de bœufs (ou — au moins — n'en ont pas assez pour leurs besoins cérémoniels) et quelques-uns en ont encore beaucoup.

Les riches tendent à asseoir localement leur pouvoir sur des mécanismes très simples qui utilisent les pratiques cérémonielles. La pénurie de bœufs, en effet, n'a pas conduit au déclin des anciennes cérémonies qui reposaient sur des sacrifices de bœufs. Bien au contraire. La structure du raisonnement qui prévaut ou moins consciemment dans l'opinion publique locale est à peu près la suivante : depuis que nous avons moins de bœufs, nous ne parvenons plus à effectuer correctement les rites que nous imposent nos ancêtres ; il ne faut donc pas s'étonner si les ancêtres, pour manifester leur mécontentement, ne nous accordent plus la prospérité. On retrouvera celle-ci lorsque l'on parviendra à rendre aux rites lignagers leur éclat d'antan. Le premier réflexe d'un « pauvre » désireux de sortir de sa pauvreté est donc de se procurer les bœufs nécessaires aux prochains sacrifices. Les

« riches » fournissent ces bœufs. Quand la terre n'est pas rare (situation dominante), ils les prêtent ou les donnent sans exiger de remboursement direct, mais, le cas échéant, ils demandent les services les plus divers sans véritable rémunération (travail agricole, tâches domestiques, milice privée, etc.). Quand la terre est rare, dans les terroirs rizicoles aménagés, notamment, où les parcelles sont appropriées individuellement malgré l'existence théorique de droits lignagers, les riches prêtent des bœufs avec gages fonciers, de sorte que les petits propriétaires pauvres en bœufs deviennent peu à peu les métayers de leurs créanciers ou sont expulsés du terroir⁴.

Les collecteurs *karana* ont très largement profité de la crise qui a vu le fiasco définitif de toutes les tentatives effectuées pour créer des sociétés d'État de collecte et de distribution. Les traditionnels systèmes d'avances sur récolte ont particulièrement bien fonctionné dans une période de crise où chaque communauté tendait à s'isoler de la circulation monétaire. Mais ils ont surtout connu un véritable essor avec l'arrivée récente massive des migrations de survie lors des sécheresses de 1991 et de 1992. Les migrants poussés par la faim partent démunis de tout. Comme ils ne trouvent pas de travail (les grandes concessions ont disparu, les emplois urbains sont totalement saturés), ils ne peuvent éviter de passer par les fourches caudines des commerçants-collecteurs *karana* et de leurs avances en produits de première nécessité. Le système peut ainsi fonctionner pratiquement sans monnaie.

Le métayage « lignager » a souvent pris la place de l'ancien métayage qui fonctionnait autrefois sur les concessions et sur les plantations coloniales. La rente foncière, longtemps négligée par les autochtones, est systématiquement récupérée aujourd'hui dans toutes les zones où peuvent être aménagés des terroirs agricoles. Le propriétaire de bonnes terres attire sur celles-ci ses gendres, les enfants de ses filles, des gens qui se sont alliés à lui justement dans la perspective d'accéder à la terre... Les forces centripètes qui, autrefois, permettaient à certains groupes lignagers d'acquiescer force et consistance autour de grands troupeaux de bœufs fonctionnent souvent, aujourd'hui, autour d'un terroir agricole. Les rapports entre ces métayers lignagers et leur patron ne sont évidemment pas régis par la logique des rapports marchands, mais fonctionnent, dans la plus pure logique « traditionnelle » (échange de prestations et de contre-prestations dans lesquelles la monnaie ne joue qu'un rôle mineur).

⁴ On peut voir sur ces points : Françoise DELCROIX, « Des ancêtres exigeants. L'ostentation cérémonielle comme échange inégalitaire au profit des plus riches chez les Sakalava du Ménabe » à paraître dans la série Aombe (n° 5) Paris, Antananarivo/Oxford CNRE.

Le recours au marché et l'aggravation des dysfonctionnements

Les anomalies du *marché des bovidés* n'ont cessé de s'aggraver. Les circuits sont encore plus faussés qu'autrefois, dans la mesure où les périodes de crise sont devenues tellement aiguës que la décapitalisation s'opère parfois de façon massive, alors qu'elle ne concernait autrefois qu'un petit nombre d'éleveurs malchanceux. Par ailleurs, l'importance des marchés parallèles qui permettent la commercialisation des bêtes volées s'est accrue au point qu'ils ont acquis un véritable statut de normalité. La demande urbaine, en effet, n'a cessé de s'accroître, sous l'effet des migrations massives, alors que l'offre « normale » fonctionne de plus en plus par à-coups brutaux.

Le *marché des produits agricoles* et des produits de consommation courante fonctionne encore plus mal qu'à l'époque coloniale. Cette situation, nous l'avons vu, a renforcé l'emprise des réseaux *karana* de collectage. Elle a aussi favorisé la réapparition et l'extension des rapports de troc dont on pouvait croire, il y a vingt ans, qu'ils étaient sur le point de disparaître. Les marchés ruraux n'ont pas disparu, mais leur importance a plutôt décliné depuis une vingtaine d'années et la circulation monétaire y demeure très modeste. Les agriculteurs de la région sont de moins en moins en rapport direct avec le marché. Les choix productifs continuent à leur échapper, le plus souvent au profit de leurs créanciers *karana*.

Les migrations massives enregistrées au cours des cinq dernières années ont continué à désorganiser le marché du travail. Sur le marché urbain, la pression à la baisse exercée sur les salaires permet aux rares employeurs d'abuser de la situation (salaires réduits pendant une période d'essai avec licenciement systématique à la fin de l'essai). Le marché du travail est manifestement débordé et ne sert plus à ajuster l'offre à la demande. Ceux qui cherchent du travail préfèrent se diriger sans délai vers les solutions de survie que constituent l'invasion et la destruction des zones forestières encore inoccupées.

Le *marché de la propriété foncière* n'échappe pas au processus général de dégradation. En période de crise, les changements de propriété dans les terroirs aménagés s'opèrent de plus en plus sans mise en vente de la terre ; ils interviennent lorsque des prêts de bœufs gagés sur la terre n'ont pu être remboursés. Dans les terroirs non aménagés, la propriété lignagère conserve toute sa vigueur et il demeure, en principe, impossible d'y acheter de la terre.

Le départ des colons, qui abandonnèrent leurs concessions au début des années soixante-dix, a provoqué un retour en force du droit foncier traditionnel. Tout se passe comme si les colons avaient bénéficié pendant quelques décennies d'un droit d'usage auquel la plupart d'entre eux ont aujourd'hui renoncé ; les anciens propriétaires

villageois ou des immigrants-*squatters* ont peu à peu repris l'usage des terres abandonnées.

Il est clair que les échanges marchands ne fonctionnent toujours pas correctement dans les sociétés pastorales de l'ensemble méridional de Madagascar. Les conditions dans lesquelles on a tenté de les implanter expliquent sans doute en grande partie cet échec.

Les rapports marchands mis en place par le système colonial avaient pour fonction explicite de créer et de prélever un surplus à partir des activités productives locales. À l'époque coloniale, ce surplus devait permettre de financer la construction d'infrastructures, la mise en place de réseaux de commercialisation et le fonctionnement d'une administration destinée, notamment, à maintenir l'ordre. Aujourd'hui, il sert principalement à asseoir la prospérité d'une bourgeoisie commerçante indo-pakistanaise qui a cessé d'investir dans le pays.

Tout se passe comme si le système avait été réglé trop fortement sur l'option prélèvement. En prélevant bœufs et produits agricoles presque sans contrepartie monétaire, on se condamnait à accepter dans le système un manque chronique de monnaie. On devait dès lors s'attendre à la pérennité des modalités traditionnelles de fonctionnement des échanges qui reposent sur des ensembles complexes de prestations et contre-prestations dans lesquels la monnaie ne joue qu'un rôle mineur.

Quantitativement trop modeste, la pénétration des rapports marchands s'est opérée de façon maladroite et imparfaite. Elle ne pouvait suffire à changer les règles du jeu traditionnel qui consiste, comme jadis, à accumuler principalement dans la perspective de l'ostentation cérémonielle. À l'intérieur de ce jeu, elle aurait pu offrir un élément de stratégie aux acteurs locaux en lutte pour le pouvoir et la richesse. Mais les dysfonctionnements du marché n'ont jamais permis d'intégrer la circulation monétaire dans les mécanismes de l'accumulation en bœufs. Celle-ci ne pouvait donc éviter de rester à la périphérie du système.